



Mission régionale d'autorité environnementale
ÎLE-DE-FRANCE

**Décision de dispense d'évaluation environnementale
de la mise en compatibilité par déclaration de projet du plan local d'urba-
nisme de Saint-Rémy-lès-Chevreuse (78)
après examen au cas par cas**

**N° 010383/KK PP
du 11 février 2026**

La Mission régionale d'autorité environnementale d'Île-de-France (MRAe), qui a délégué sa compétence à décider pour les suites à donner à la présente demande le 28/01/2026 à Guillaume CHOISY, le membre délégataire attestant qu'aucun intérêt particulier ou élément dans ses activités passées ou présentes n'est de nature à mettre en cause son impartialité dans la présente décision ;

Vu la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001, du Parlement européen et du Conseil, relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L.104-1 à L.104-8 et R.104-28 à R.104-33 relatifs à l'évaluation environnementale

Vu les décrets n°2022-1025 du 20 juillet 2022 substituant la dénomination « Inspection générale de l'environnement et du développement durable » à la dénomination « Conseil général de l'environnement et du développement durable » et n° 2022-1165 du 20 août 2022 portant création et organisation de l'inspection générale de l'environnement et du développement durable ;

Vu les arrêtés des 19 juillet 2023, 9 novembre 2023, 5 juillet 2024, 20 septembre 2024, 27 février 2025, 24 juillet 2025, 29 août 2025, 8 septembre 2025, 16 septembre 2025 et 8 décembre 2025 portant nomination ou retrait de membres de la mission régionale d'autorité environnementale d'Île-de-France ;

Vu le règlement intérieur de la MRAe d'Île-de-France adopté le 09 août 2023 et publié au bulletin officiel du ministère de la transition écologique le 26 août 2023;

Vu le plan local d'urbanisme révisé de Saint-Rémy-lès-Chevreuse entré en vigueur le 14 avril 2024 ;

Vu la demande d'examen au cas par cas relative à la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de Saint-Rémy-lès-Chevreuse par déclaration de projet pour la création de voies ferrées de garage, reçue complète le 11 décembre 2025 et consultable sur le site internet de la MRAe d'Île-de-France ;

Vu la demande de contribution de l'agence régionale de la santé (ARS) d'Île-de-France adressée le 18 décembre 2025 ;

Considérant que la mise en compatibilité du PLU de Saint-Rémy-lès-Chevreuse avec le projet, porté par la RATP, vise à permettre la création de nouvelles voies de garage pour le RER B ; que la présente procédure est justifiée par une incompatibilité mineure avec le PLU en vigueur ;

Considérant que l'évolution envisagée dans le cadre de cette procédure consiste uniquement à modifier le classement de la parcelle AT 004 d'une surface de 1 839 m², actuellement classée en zone UA pour l'intégrer à la zone UE, autorisant « *les locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilées* » et couvrant déjà la gare et le reste de l'opération projetée ;

Considérant que le projet de création de voies a fait l'objet d'un avis de l'Autorité environnementale daté du 20 juillet 2023¹ ;

Considérant qu'au vu de l'ensemble des informations fournies par la personne publique responsable, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, que la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de Saint-Rémy-lès-Chevreuse n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation environnementale de certains plans et programmes ;

1 cf. [avis délibéré n°2023-45 du 20 juillet 2023](#)

Décide :

Article 1er :

La mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de Saint-Rémy-lès-Chevreuse telle qu'elle résulte du dossier transmis à l'Autorité environnementale le 11 décembre 2025 n'est pas soumise à évaluation environnementale.

Article 2 :

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-18 du code de l'environnement ne dispense pas des obligations auxquelles la procédure de mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de Saint-Rémy-lès-Chevreuse peut être soumise par ailleurs.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas du projet de mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de Saint-Rémy-lès-Chevreuse est exigible si les orientations générales de ce document viennent à évoluer de manière à créer un impact notable sur l'environnement ou sur la santé humaine.

Article 3 :

En application de l'article R.122-18 (II) précité, la présente décision sera jointe au dossier d'enquête publique ou de mise à disposition du public et sera publiée sur le site internet.

Fait à Paris le 11/02/2026
Le membre délégué :



Guillaume CHOISY

Voies et délais de recours

La décision dispensant d'évaluation environnementale rendue au titre de l'examen au cas par cas ne constitue pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire :

- elle peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet, en application des dispositions de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration ;
- elle ne peut faire l'objet d'un recours contentieux direct. Comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision ou l'acte autorisant ou adoptant le plan, schéma ou programme ou document de planification.

Où adresser votre recours gracieux ?

Monsieur le président de la mission régionale d'Autorité environnementale
DRIEAT d'Île-de-France
Service connaissance et développement durable
Département évaluation environnementale
21-23, Rue Miollis – 75732 Paris Cedex 15

par voie électronique à l'adresse suivante : ae-urba.scdd.drieat-if@developpement-durable.gouv.fr

Où adresser votre recours contentieux ?

Auprès du tribunal administratif territorialement compétent pour connaître du recours contentieux

contre l'acte approuvant le document de planification (cf. article R. 312-1 du code de justice administrative)